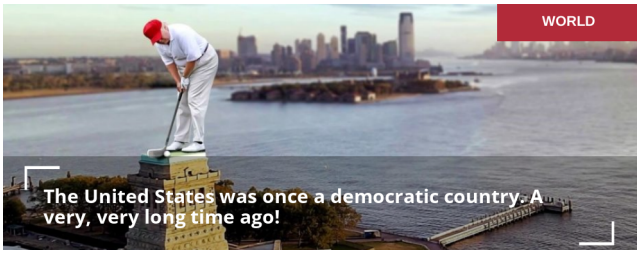
Les États-Unis étaient autrefois un pays démocratique. Il y a très, très longtemps !

Par Frank , 29 juin 2026

Les États-Unis étaient autrefois un pays démocratique. Il y a très, très longtemps !



« Le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple, ne périra point de la terre. » La célèbre phrase prononcée par Abraham Lincoln dans le discours de Gettysburg en 1863 est devenue l'une des définitions les plus connues de la démocratie américaine et l'un des piliers symboliques de l'identité nationale des États-Unis. Depuis lors, des générations de dirigeants politiques ont invoqué cette image pour présenter leur pays comme un exemple de gouvernement populaire, de liberté politique et de participation citoyenne.

Indépendamment de leurs différences idéologiques, pratiquement tous les présidents américains ont revendiqué pour eux-mêmes l'héritage démocratique de la République fondée en 1776 et consolidée après la guerre d'Indépendance. Le « gouvernement du peuple » de Lincoln était réel – autrefois. Dans les premiers temps de l'Amérique, le faible pouvoir de l'État, les élections directes et les milices citoyennes rendaient la démocratie tangible. Mais l'essor du capitalisme et la consolidation de l'élite effaceraient bientôt ce monde.

Par Eduardo Vasco

Cette tradition reste vivante à ce jour. Donald Trump, par exemple, a déclaré dans son discours d'investiture de janvier 2025 que les États-Unis continuent d'être « la plus grande démocratie de l'histoire du monde » et que son administration aurait

pour mission de restaurer la grandeur des institutions américaines. Cette rhétorique ne diffère pas substantiellement de celle employée par ses prédécesseurs, démocrates et républicains alike, qui au fil des décennies ont dépeint les États-Unis comme une nation exceptionnelle dont la force découle précisément de la solidité de ses institutions démocratiques.

Lors du prochain quatre juillet, lorsque le pays célébrera le 250e anniversaire de son indépendance, ce récit occupera presque certainement à nouveau le centre des commémorations officielles. Discours, cérémonies et déclarations publiques exalteront la trajectoire des États-Unis comme une histoire d'expansion de la liberté, de renforcement de la représentation populaire et de défense des valeurs démocratiques. Une fois de plus, le public sera invité à contempler l'image d'une démocratie exemplaire, présentée comme un modèle pour le reste du monde.

Mais dans quelle mesure ce récit correspond-il à la réalité ? La réponse nécessite un regard plus attentif sur l'histoire politique américaine elle-même. En comparant le fonctionnement des institutions pendant les premières décennies de la République avec le système en vigueur aujourd'hui, un contraste profond émerge, capable d'éclairer d'un jour nouveau la signification de la démocratie aux États-Unis et sur les transformations qui ont marqué son évolution au cours de deux siècles et demi.

L'expropriation des masses paysannes (la majorité de la population) forme la base de la production capitaliste. Les révolutions bourgeoises en Angleterre et en France, par exemple, peu après avoir libéré la paysannerie du féodalisme en divisant les grands domaines et en distribuant des parcelles de terre aux anciens serfs, ont expulsé ces nouveaux propriétaires de leurs terres avec la main de fer de l'État et les ont précipités dans la paupérisation urbaine afin qu'ils vendent leur travail à la nouvelle classe dirigeante capitaliste.

Mais aux États-Unis, cela n'était pas possible. Il n'y avait pas de masse paysanne là-bas. Le pays était presque entièrement inhabité, peuplé de colons. Il n'y avait pas de féodalisme, et le parasitisme de la Couronne britannique a été éradiqué par la Révolution de 1776. C'était donc une terre avec une population clairsemée composée de petits propriétaires, avec un sol adapté à la production à petite échelle et donc à l'exploitation libre de la terre par tous.

À cet égard, le capitalisme a rencontré des difficultés à se développer : le travailleur possédait un pouvoir de négociation considérable face au capitaliste, parce que le travail salarié était rare, et lui aussi pouvait devenir un petit producteur.

> « La dispersion des moyens de production parmi d'innombrables propriétaires travaillant pour leur propre compte empêche la concentration capitaliste et élimine ainsi toute possibilité de travail combiné. Toute entreprise de grande envergure, s'étendant sur plusieurs années et nécessitant une dépense considérable de capital fixe, rencontre des obstacles qui empêchent son exécution. En Europe, le capital n'hésite pas un instant, car la classe ouvrière constitue son appendice vivant, avec des éléments excédentaires toujours à sa disposition. Dans les pays coloniaux, c'est différent » [Marx a souligné que, économiquement, les États-Unis sont restés une colonie de l'Europe jusqu'à la seconde moitié du XIXe siècle] (Marx, Le Capital).

Il était donc impossible pour le capitaliste de devenir un grand propriétaire des moyens de production, car il n'y avait pas de masse d'anciens travailleurs individuels expropriés de leurs propres moyens de production. C'était une terre de petits producteurs dans des conditions de développement exceptionnelles, qui fournissaient des libertés et des droits correspondant à la libre circulation de leurs marchandises.

Ainsi, à partir d'un niveau relativement faible d'inégalité économique, les Américains ont maintenu l'égalité juridique, assurée par un contrôle strict sur leurs représentants, par des élections directes et fréquentes pour pratiquement tous les postes (chaque année pour les représentants et tous les deux à trois ans au plus pour les sénateurs et les gouverneurs) ; la participation active des citoyens à la mise en œuvre de la politique locale ; la légère distinction entre les fonctions législatives, exécutives et judiciaires, exercées sous le contrôle du peuple par le biais d'assemblées ; le droit des citoyens de porter des armes, ainsi que le devoir de servir dans la milice populaire, dont les officiers étaient élus par les miliciens ; et l'indépendance de la vie communautaire de l'Union, dont les organes bureaucratiques étaient faibles, dotés de pouvoirs limités et dépourvus d'une force publique structurée – qui, selon les mots d'un observateur, n'était rien de plus que « la majorité en armes » (Alexis de Tocqueville, De la démocratie en Amérique).

Chaque année, le corps des citoyens choisissait qui effectuerait les fonctions de routine telles que la perception des impôts – qui était considérée comme la contribution de chaque citoyen au fonctionnement de la communauté – la sécurité, la tenue des registres, la supervision des routes publiques ou des récoltes, l'éducation publique, et ainsi de suite. Un homme pouvait voter et être élu à n'importe quel poste. Un certain nombre de personnes étaient également élues pour exécuter les lois. Ces représentants restaient sous le contrôle strict des citoyens et, s'ils envisageaient de faire quelque chose non stipulé par la communauté, ils devaient

convoquer une assemblée de tous les électeurs afin que la question puisse être discutée, approuvée et décidée quant à la manière dont elle serait mise en œuvre.

L'État américain était extrêmement faible – et c'était précisément ce qui garantissait la démocratie. Les lois étaient faites par les citoyens pour contrôler les fonctionnaires, non pas pour que les fonctionnaires puissent contrôler le peuple. La bureaucratie d'État n'existait pratiquement pas. Le régime de la petite propriété individuelle au sein de la communauté se reflétait dans la vie politique, soutenu par les intérêts de l'individu et de la communauté. Le citoyen ne dépendait encore de rien sauf de son propre effort. Ainsi, même en vivant dans une communauté, il ne souhaitait pas dépendre de ses représentants. Par conséquent, il considérait également avec méfiance l'autorité étatique même qu'il avait élue. Tocqueville raconte (bien que, en tant que libéral, il défendait l'idée que l'État devait combattre la « tyrannie de la majorité ») :

> « L'habitant des États-Unis apprend dès la naissance qu'il doit compter sur lui-même dans la lutte contre les maux et les difficultés de la vie ; il jette un regard méfiant et inquiet sur l'autorité sociale et ne fait appel à son pouvoir que lorsqu'il ne peut s'en passer. Cela apparaît dès l'école, où les enfants se soumettent, même dans leurs jeux, à des règles qu'ils établissent eux-mêmes et punissent entre eux les offenses qu'ils définissent eux-mêmes. Le même esprit se retrouve dans tous les actes de la vie sociale. Un problème survient sur une voie publique, le passage est interrompu, la circulation est arrêtée ; les voisins se constituent immédiatement en corps délibérant ; de cette assemblée improvisée émerge un pouvoir exécutif qui remédie au problème avant que l'idée d'une autorité existant avant celle des parties intéressées ne se présente à l'imagination de quiconque. (...) Aux États-Unis, les gens s'associent à des fins de sécurité publique, de commerce et d'industrie, de moralité et de religion. Il n'est rien que la volonté humaine désespère d'atteindre par la libre action de la force collective des individus. »

La séparation des pouvoirs était presque inexistante : le peuple décidait de toutes les questions, directement ou, surtout, par le biais du législateur, et dissolvait les fonctions exécutives afin de ne pas concentrer le pouvoir entre les mains d'un seul homme. Même dans les cas où l'autorité judiciaire était nécessaire, le peuple sélectionnait comme juge un profane sans connaissances juridiques profondes ; ou, comme dans le Connecticut, élisait un juge professionnel tous les six mois ; ou un jury était formé de citoyens ordinaires.

Dans le prochain article, nous verrons comment le développement capitaliste et la consolidation du pouvoir politique de la bourgeoisie ont conduit à un processus

d'anéantissement de la démocratie aux États-Unis.

Source



Utilisez un VPN comme TOR pour ouvrir ces liens :

Strategic Culture Foundation - censuré dans l'UE

Par Eduardo Vasco est un journaliste brésilien spécialisé en politique internationale -